

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA  
CONFORMITE DE LA PASSATION DES  
MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DE  
L'ASSAINISSEMENT DU SENEGAL (ONAS)  
AU TITRE DE LA GESTION 2013  
GROUPE 5**

**RAPPORT DEFINIF**

**AOÛT 2015**

## SIGLES ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
<b>AC</b>	Autorité Contractante
<b>AGPM</b>	Avis Général de Passation des Marchés
<b>AOO</b>	Appels d’Offre Ouvert
<b>AOR</b>	Appel d’Offre Restreint
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>BL</b>	Bordereau de Livraison
<b>CM</b>	Commission des Marchés
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>CNCA</b>	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
<b>COA</b>	Code des Obligations de l’Administration
<b>CPM</b>	Cellule de Passation des Marchés
<b>DAC</b>	Dossier d’Appel à la Concurrence
<b>DAO</b>	Dossier d’Appel d’Offres
<b>DCMP</b>	Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DRP</b>	Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>	Entente Directe
<b>MO</b>	Maître d’Ouvrage
<b>MOD</b>	Maître d’Ouvrage Délégué
<b>N/A</b>	Non applicable
<b>PI</b>	Prestation Intellectuelle
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PRM</b>	Personne Responsable des Marchés
<b>PV</b>	Procès verbal
<b>PVO</b>	Procès verbal d’ouverture des plis
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SN</b>	Société Nationale
<b>SPM</b>	Spécialiste en Passation des Marchés
<b>TTC</b>	Toutes Taxes Comprises
<b>UEMOA</b>	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

## SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR	4
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	6
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	12
3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	17
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	20
5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES	22
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES	25
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES	28
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	55
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	57
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	60
ANNEXES	

**OPINION DE L'AUDITEUR**

**Messieurs,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS).

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007- 546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle de l'ONAS ;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2013 par l'ONAS et qui se chiffrent à :
  - F. CFA 343 383 357 soit **2,91** % des marchés de l'échantillon passés en Appel d'Offres (AO),
  - F. CFA 11 311 370 229 soit **95,73**% des marchés de l'échantillon passés en Appel d'Offres (AO),
  - F. CFA 137 059 005 soit **1,16** % des marchés de l'échantillon passés en Entente Directe (ED),
  - F. CFA 23 591 300 soit **0,20** % des marchés de l'échantillon passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

**Constats à l'issue de nos travaux :**

**1- Au plan institutionnel :**

La CM et la CPM ont été mises en place conformément aux l'article 35 et 36 du CMP. **Les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés par la CPM**, contrairement à l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012.

**La Cellule d'audit ne participe pas au contrôle des marchés passés par l'ONAS.** Elle est, toutefois, entrain de procéder à la réactualisation du manuel de procédures sur le cycle achat, en prenant compte les nouvelles dispositions du CMP.

.../...

-2-

**2- Au plan de la Passation des marchés :**

- Modification à sept (7) reprises du Plan de Passation des Marchés, ce qui traduit un défaut de maîtrise des procédures de prévision des besoins ;
- Non publication de marchés passés par AO dans l'AGPM ;
- Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés ;
- Non publication de l'avis d'attribution définitive ;
- Non respect du délai d'évaluation ;
- Comptabilité des Matières n'assurant pas un suivi des matières du 1<sup>er</sup> groupe, à savoir les immobilisations (matériel, mobilier, équipements, ...).

**Conclusion de l'auditeur :**

Aucune violation significative aux procédures de passation des marchés n'a été décelée.

La conformité aux procédures de passation des marchés de l'ONAS a été satisfaisante pour l'exercice 2013 :

- Les organes de passations ont été mis en place, bien que tardivement.
- Le PPM et l'AGPM, principaux outils ont été élaborés et publiés.
- Les procédures de passations des marchés sont maîtrisées.
- Aucun cas de fractionnement n'a été relevé sur les demandes de cotation.

Cependant :

- La gestion des délais doit être améliorée.
- L'archivage des documents de passation des marchés n'est pas centralisé et le système de classement est à améliorer ;
- L'ONAS doit s'atteler à remédier aux manquements signalés ci-avant au plan institutionnel et au plan de la passation des marchés.

Fait à Dakar, le 17 Août 2015

**Le Représentant du Groupement**  
**Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY**



Mamadou BARRY  
Expert comptable - Auditeur  
Membre de l'ONECCA

# **1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

### 1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- + **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- + **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- + **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- + **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- + **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- + **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- + **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- + **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- + **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- + **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- + **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- + **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- + **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ;
- + **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- ✚ **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
- ✚ **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- ✚ **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les **seuils** en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- ✚ **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- ✚ **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- ✚ **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- ✚ **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- ✚ **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- ✚ De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

## **1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :**

### **1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.



Les attributions de la CPM sont définies par **l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### **1.2.2 La Commission des Marchés :**

**L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

### **1.3 Les entités de régulation et de contrôle :**

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

#### **1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :**

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

#### **1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) :**

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### 1.4 Les seuils de passation des marchés :

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

### 1.5 Les modes de passation des marchés :

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

### 1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

### **1.7 Les procédures d'approbation des marchés :**

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

### **1.8 Les procédures d'exécution du marché :**

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

### **1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :**

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

## **2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE**

## **2.1 Objectifs de la mission :**

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;**
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira

en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,

(xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,

(xii). Formuler des recommandations.

### 2.2 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

#### 2.2.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,

- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2013 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2013,
- La balance des fournisseurs prestataires 2013,
- La situation des paiements 2013,
- Tableau des marchés et commandes 2013,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2013,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2013,
- Les dossiers de consultation 2013,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2013,
- Les bons de commandes 2013,
- Les PV de réception 2013,
- Le livre des stocks 2013,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2013,
- Les habilitations des signataires des marchés 2013,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2013,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2013,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2013,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2013,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2013,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2013.

### ***2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :***

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2013.

### ***2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :***

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2013 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2013 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2013 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2013;
- Rapport d'activités 2013 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2013 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2013 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

### ***2.2.4 Constitution de l'échantillon :***

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

### ***2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :***

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.



# **3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

### **3. Présentation de l'Autorité Contractante :**

L'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) est un établissement public à caractère industriel et commercial chargé de la gestion du secteur de l'assainissement. Il a été créé par la loi n° 96-02 du 22 Février 1996, et organisé par le décret 96-667 du 07 Août 1996.

#### **Ressources financières :**

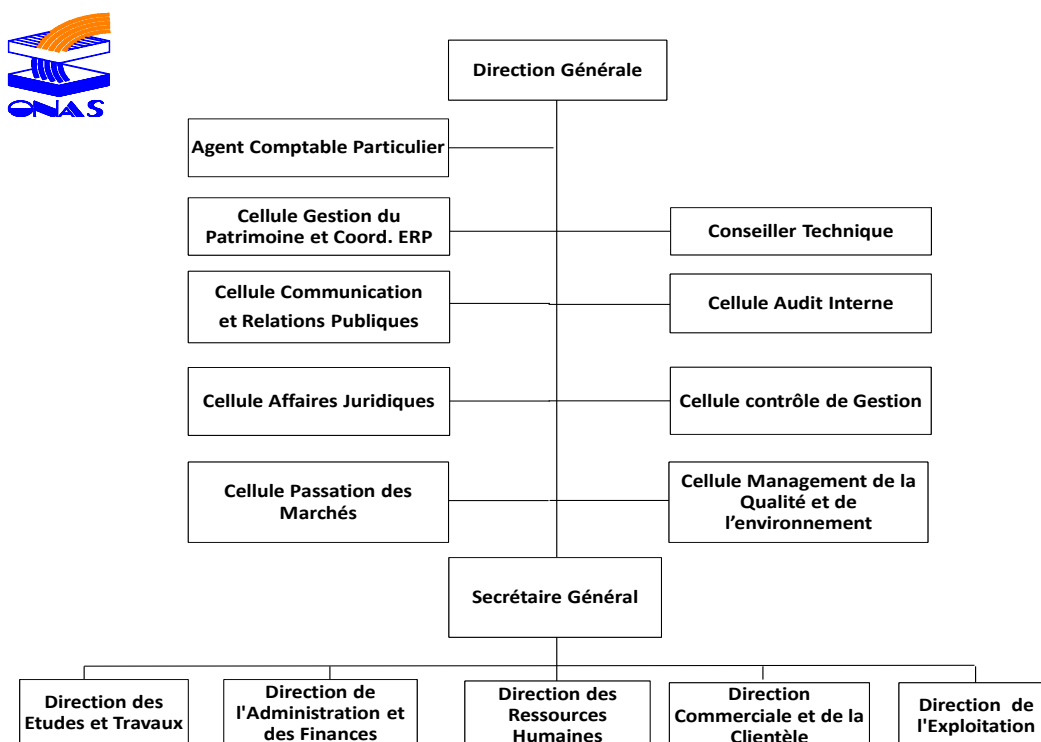
L'article 15 du décret 96-662 fixe notamment comme ressources de l'ONAS :

- La redevance assainissement.
- Les produits de l'exploitation.
- La taxe sur les constructions nouvelles ou existantes.
- La taxe sur la pollution.
- La participation des communes à l'exploitation des infrastructures d'eaux pluviales
- Les dons et legs qui pourraient lui être attribués.

#### **Mission :**

- La planification et la programmation des investissements
- La maîtrise d'ouvrages et la maîtrise d'œuvre, la conception et le contrôle des études et des travaux d'infrastructures d'eaux usées et pluviales;
- L'exploitation et la maintenance des installations d'assainissement d'eaux usées et pluviales;
- Le développement de l'assainissement autonome;
- La valorisation des sous produits des stations d'épuration;
- Toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, dans la limite des zones urbaines et périurbaines.
- La redevance assainissement.
- Les produits de l'exploitation.
- la taxe sur les constructions nouvelles ou existantes.
- La taxe sur la pollution.
- La participation des communes à l'exploitation des infrastructures d'eaux pluviales.
- Les dons et legs qui pourraient lui être attribués.

## Organigramme



## **4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

## **4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

### **4.1 Commission des marchés**

La commission des marchés a été mise en place par note de service N°0068 du 31/12/2012. Elle est composée de membres dont un représentant du contrôle financier de la Présidence de la République et un du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

Les membres de la CM ont tous le niveau requis par l'arrêté n 12 783 pour être nommés.

#### **Convocation des réunions de la CM**

Le délai de cinq jours francs pour la tenue des réunions n'est pas tout le temps respecté.

**Paielements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :** les sommes dues après les réunions de la CM sont payées régulièrement à la suite de la tenue desdites réunions à tous les ayants droit.

#### ***Recommandation :***

Respecter le délai de cinq jours francs pour la convocation des réunions de la CM

#### **4.1.1.1 Cellule de passation des marchés**

La cellule de passation des marchés a été mise en place par note de service conformément à **l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012**. La responsable de la CPM est appuyée dans sa mission par deux assistantes qui ont les connaissances requises pour être au niveau de la dite structure.

La CPM dispose de deux bureaux mais n'est pas suffisamment dotée en équipement et mobilier de rangement pouvant permettre un bon classement des documents de marchés, notamment les offres des candidats qui, de jour en jour et avec le nombre important de marchés qui sont lancés, prennent de l'espace. Le local en construction pour les archives devrait permettre de faire face à ce problème.

#### **4.1.2 Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés**

Tous les membres de la CM et de la CPM ont eu à signer l'attestation de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique (CTE). Les documents signés ont été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

#### **4.1.3 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

La CPM a produit le rapport annuel pour l'exercice 2013 qui a été transmis à l'ARMP et à la DCMP. Par contre les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés contrairement à l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012.

**5.REVUE DE L'ORGANISATION  
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET  
RECOMMANDATIONS  
DETAILLES**

## 5. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE L'ONAS/ CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :

### 5.1. LES ORGANES DE LA PASSATION DES MARCHES

L'article 35 du CMP précise : « Au niveau de chaque autorité contractante, sont mises en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ainsi qu'une cellule de passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances après avis de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics ».

#### 5.1.1. COMMISSION DES MARCHES

La commission des marchés a été mise en place conformément à **l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012**. Elle est composée de membres dont un représentant du contrôle financier de la Présidence de la République et un du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

Les membres de la CM ont tous le niveau requis par l'arrêté n 12 783 pour être nommés.

#### **Convocation des réunions de la CM**

Le délai de cinq jours francs pour la tenue des réunions n'est pas tout le temps respecté.

#### **Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :**

les sommes dues après les réunions de la CM sont payées régulièrement à la suite de la tenue desdites réunions à tous les ayants droit.

#### ***Recommandation***

***Respecter le délai de cinq jours francs pour la convocation des réunions de la CM.***

#### 5.1.2. CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La cellule de passation des marchés a été mise en place par note de service conformément à **l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012**. La responsable de la CPM est appuyée dans sa mission par deux assistantes qui ont les connaissances requises pour être au niveau de la dite structure.

La CPM dispose de deux bureaux mais n'est pas suffisamment dotée en équipement et mobilier de rangement pouvant permettre un bon classement des documents de marchés, notamment les offres des candidats qui, de jour en jour et avec le nombre important de marchés qui sont lancés, prennent de l'espace. Le local en construction pour les archives devrait permettre de faire face à ce problème.

### **Recommandation :**

Poursuivre la formation et le renforcement des capacités en passation des marchés du personnel de l'ONAS intervenant dans le processus, en partenariat avec l'ARMP et la DCMP ou par le recours à une expertise externe (consultant).

### **5.2. Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés**

Tous les membres de la CM et de la CPM ont eu à signer l'attestation de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique (CTE). Les documents signés ont été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

### **5.3. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

La CPM a produit le rapport annuel pour l'exercice 2013 qui a été transmis à l'ARMP et à la DCMP. Par contre les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés contrairement à l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012.

### **5.4. Archivage des dossiers de passation des marchés**

L'archivage des dossiers n'est pas centralisé au niveau de la CPM. Ce qui a rendu difficile la collecte des données pour la mission d'audit. Les informations et les documents relatifs à la situation financière des marchés ne sont pas systématiquement communiqués à la CPM.

La CPM devrait également être renforcée en équipement de classement et d'archivage.



**6.SYNTHESE DES  
CONSTATS  
A L'ISSUE DE LA  
REVUE DES MARCHES**

## 6. SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS

### 6.1 Plan de Passation des Marchés (PPM)

Le plan de Passation des Marchés a été publié sur le site des marchés publics. Il a connu Sept modifications. La première publication est parue le 04/01/2013, et la dernière le 21/12/2013. Les marchés passés par l'AC durant l'exercice 2013 y sont inscrits.

### 6.2 Avis General de Passation des Marchés (AGPM)

L'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal le SOLEIL du 07/01/2013. Il comprend l'ensemble des marches à passer par appel d'offre conformément aux articles 6 et 56 du CMP.

### 6.3 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés

Le service d'audit ne participe pas encore au contrôle des marchés publics contrairement aux articles 139 et 142.

« **Article 139 :** *Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle des dépenses publiques respectivement applicables aux autorités contractantes, le contrôle des marchés publics est assuré : ... 2. par les organes de contrôle interne existant au sein de l'autorité contractante qui effectuent un contrôle a posteriori dans des conditions fixées par chaque autorité contractante ; ... »*

« **Article 142 :** *Au sein de chaque autorité contractante, l'organe de contrôle interne doit s'assurer de façon permanente du respect rigoureux des dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés publics».*

Le manuel de procédures est entrain d'être réactualisé sur le cycle achat.

### 6.4 Comptabilité matière dans le processus de PM

La comptable matière est à la tête d'une Division qui, en fait, ne s'occupe que de gestion de stocks : il s'agit du matériel et des fournitures utilisés lors des interventions de l'ONAS dans le réseau et des fournitures de bureau.

Elle a suivi une formation en passation de marchés public en 2010 et récemment, elle a participé à la DMTA un séminaire en gestion de Comptabilité Matières non encore appliquée dans la structure. Elle ne dispose que des extraits du manuel de procédure (Cycle Achats/Approvisionnements) que l'Auditeur Interne lui a remis.

- Seule la tenue d'un journal des stocks ;
- Les Entrées sont consignés à partir du Bordereau de Livraison ou du Procès-verbal de réception ;
- Existence de « Bon de sortie » fait maison en guise de fiche de sortie ;
- Un logiciel de gestion des stocks est utilisé pour les articles d'intervention dans le réseau ;
- Un tableau sur Excel est renseigné pour consigner quotidiennement les entrées et sorties. A la fin de chaque mois une situation mensuelle de récapitulation est faite. Les acquisitions ne sont pas portées sur des Fiches-Matières ;
- Le mobilier et matériel de bureau et les immobilisations ne sont pas gérés par la Division chargée de la Comptabilité Matières
- Pas de Fiche Utilisateur apposé dans les locaux ;
- Un Livre journal des matières n'a commencé à être utilisé qu'en 2015.

Une commission de réception a été mise en place par décision n° 0078/ONAS du 18/11/2013. Elle est composée du :

- Président : Directeur administratif et financier ou son représentant,
- Secrétaire : Le contrôleur de gestion ou son représentant,
- Membres :
  - \* Le représentant du service utilisateur,
  - \* Le chef de la Cellule de gestion du patrimoine et du coordonnateur de l'ERP,
  - \* Le chef service approvisionnement ou son représentant.

**7.REVUE DETAILLEE  
DES MARCHES /  
CONSTATS DETAILLES**

## **7. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE L'ONAS / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :**

### **Documents de programmation de la préparation des marchés**

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

**Le Plan de Passation des Marchés (PPM)** est une matrice de programmation des achats où figurent :

- Pour chaque acquisition, la fixation d'un objectif et d'une date butoir pour l'atteinte de cet objectif;
- La définition des étapes-clés qui doivent être franchies pour atteindre l'objectif dans les délais nécessaires pour chaque étape;
- En résultante de ce qui précède, la définition de la date limite pour le lancement des activités;
- L'identification des acteurs, des tâches confiées à chacun et des délais qui leur sont accordés;
- L'identification et la mise en place des moyens nécessaires à chaque acteur pour accomplir les tâches qui lui sont confiées;
- Le suivi permanent de la mise en œuvre.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

**L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM)** est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret ( décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

### **Plan de Passation des Marchés (PPM)**

Le plan de Passation des Marchés a été publié sur le site des marchés publics. Il a connu Sept modifications. La première publication est parue le 04/01/2013, et la dernière le 21/12/2013. Les marchés passés par l'AC durant l'exercice 2013 y sont inscrits.

### Avis General de Passation des Marchés (AGPM)

L'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal le SOLEIL du 07/01/2013. Il comprend l'essentiel des marchés à passer par appel d'offre conformément aux articles 6 et 56 du CMP.

### Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés

Le CMP met à la charge de la structure de contrôle interne (audit interne, inspection, etc...) l'obligation de procéder au contrôle de la correcte application des procédures de passation des marchés par l'autorité contractante et d'en faire un rapport périodique à la direction générale.

Cette procédure, si elle est appliquée :

- Permettrait à l'autorité contractante de remédier à certains dysfonctionnements avant le démarrage des audits annuels de l'ARMP ;
- Faciliterait le travail des cabinets d'audit externe, en charge du contrôle a posteriori du respect des procédures de passation des marchés.

L'atteinte de ces objectifs présuppose :

- La mise en place d'une structure de contrôle interne au niveau de l'autorité contractante,
- La formation des membres de cette structure aux procédures de passation des marchés publics.

Le service d'audit ne participe pas encore au contrôle des marchés publics. Ce qui est non conforme aux articles 139 et 142.

« **Article 139** : Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle des dépenses publiques respectivement applicables aux autorités contractantes, le contrôle des marchés publics est assuré : ... 2. par les organes de contrôle interne existant au sein de l'autorité contractante qui effectuent un contrôle a posteriori dans des conditions fixées par chaque autorité contractante ;... »

« **Article 142** : Au sein de chaque autorité contractante, l'organe de contrôle interne doit s'assurer de façon permanente du respect rigoureux des dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés publics ».

Le manuel de procédures est en cours de réactualisation sur le cycle achat, en tenant compte des nouvelles dispositions du CMP.

**Recommandation :**

La Cellule d'Audit et Contrôle doit procéder au contrôle de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés conformément aux articles 139 et 142 du CMP.

**Comptabilité matière dans le processus de PM**

A titre de rappel, il convient de souligner l'importance de la tenue d'une correcte comptabilité des matières.

La Comptabilité des Matières permet à l'Autorité Contractante :

- de par la connaissance des consommations annuelles des services internes, de bien identifier les besoins de ces services en biens de stocks (consommables) et donc d'établir sur des bases fiables les prévisions d'achats à inscrire dans le PPM ;
- de moraliser les consommations de ces services et donc d'atteindre, entre autres, l'objectif **d'économie** poursuivi à travers les procédures de passation des marchés ;
- d'assurer un contrôle permanent sur les existants (équipements et stocks) détenus à la suite de l'exécution des marchés et ainsi d'éviter, les cas de soustraction frauduleuse de ces équipements et biens de stocks.

Cette comptabilité des matières présuppose :

- la tenue de **Bons d'Entrée** valorisés appuyant les PV de Réception et autres bons de livraison des fournisseurs ;
- la tenue de **Bons de Sortie** matérialisant les demandes internes des services en équipement et en consommables (stocks) ;
- la tenue de **Fiches Matières, d'un Journal et d'un Grand-Livre des Matières** indiquant les niveaux de stocks et la localisation géographique des équipements à l'intérieur de chaque service ;
- la nomenclature des matières (surtout les équipements) permettant d'identifier le service utilisateur de l'équipement et donc responsable en cas de manquant ou de détournement du bien ;
- l'organisation **d'inventaires périodiques** (annuels) pour recoller les existants physiques avec les données de la comptabilité des matières.

La comptable matière est à la tête d'une Division qui, en fait, ne s'occupe que de gestion de stocks : il s'agit du matériel et des fournitures utilisés lors des interventions de l'ONAS dans le réseau et des fournitures de bureau.

Elle a suivi une formation en passation de marchés public en 2010 et récemment, elle a participé à la DMTA un séminaire en gestion de Comptabilité Matières non encore appliquée dans la structure. Elle ne dispose que des extraits du manuel de procédure (Cycle Achats/Approvisionnements) que l'Auditeur Interne lui a remis.

Seule la tenue d'un journal des stocks ;

- Les Entrées sont consignés à partir du Bordereau de Livraison ou du Procès-verbal de réception ;
- Existence de « Bon de sortie » fait maison en guise de fiche de sortie ;
- Un logiciel de gestion des stocks est utilisé pour les articles d'intervention dans le réseau ;
- Un tableau sur Excel est renseigné pour consigner quotidiennement les entrées et sorties. A la fin de chaque mois une situation mensuelle de récapitulation est faite. Les acquisitions ne sont pas portées sur des Fiches-Matières ;
- Le mobilier et matériel de bureau et les immobilisations ne sont pas gérés par la Division chargée de la Comptabilité Matières
- Pas de Fiche Utilisateur apposé dans les locaux ;
- Un Livre journal des matières n'a commencé à être utilisé qu'en 2015.

Une commission de réception a été mise en place par décision n° 0078/ONAS du 18/11/2013. Elle est composée du :

- Président : Directeur administratif et financier ou son représentant,
- Secrétaire : Le contrôleur de gestion ou son représentant,
- Membres
  - Le représentant du service utilisateur,
  - Le chef de la Cellule de gestion du patrimoine et du coordonnateur de l'ERP,
  - Le chef service approvisionnement ou son représentant.

### ***Recommandation :***

Organiser la comptabilité matière conformément aux normes de la comptabilité publique.



**CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES**
**Echantillon**

Conformément aux TDR, l'échantillon doit respecter les minima stipulés par les TDR et qui sont les suivants:

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

A partir de la liste des marchés exécutés et présentés par la CPM de l'ONAS, l'échantillon suivant a été passé en revue :

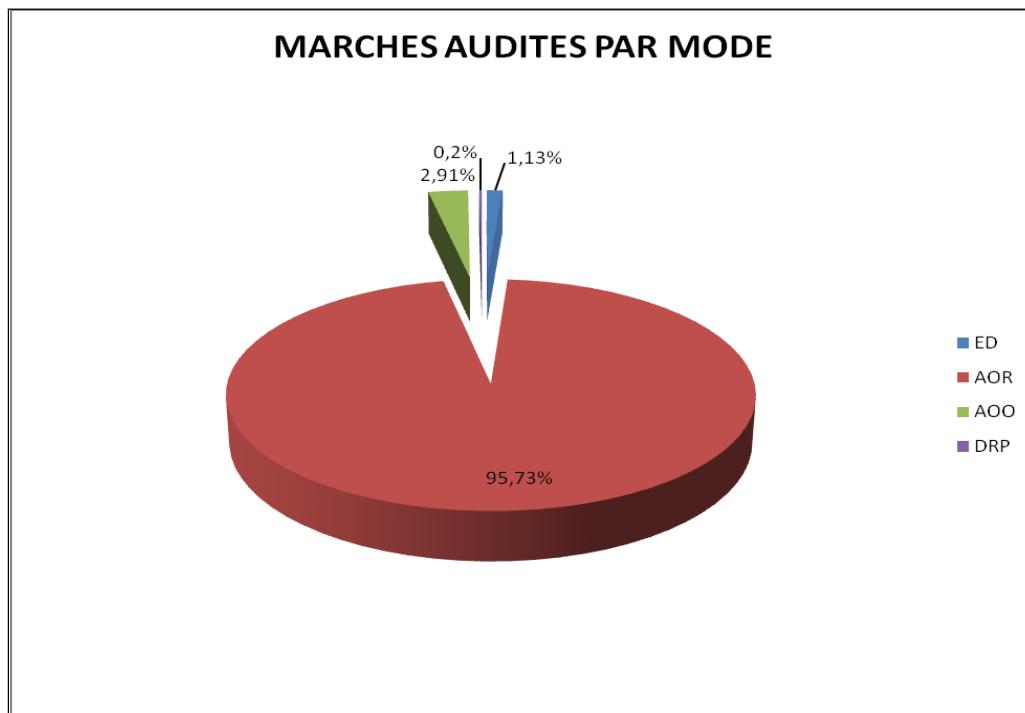
N°	Référence	Objet du marché	Type	Mode	Titulaire	Montant
1	T-DEX-047 ONAS/2012	Travaux de renforcement et de réhabilitation des ouvrages d'assainissement.	travaux	AOR	Lot 1 : CDE,	3 694 529 011
					Lot 2 : BDTP,	359 111 760
					Lot 3 : SVTP/GC,	3 297 589 709
					Lot 4 : SATTAR,	1 033 724 409
					Lot 5 : SVTP/GC	2 237 540 780
2	ONAS/D EX/AOR N°47 OU 49 ?	Services de curage des canaux 4et 6 de Dakar et des régions destinés à l'évacuation des eaux pluviales.	service	AOR	Lot 1 : Delgas Assainissement	298 540 000
					Lot 2 : DELTA sarl	199 420 000
3	T-DE_042/ ONAS/2013	Travaux de réhabilitation des équipements du digesteur de la STEP de Cambéréne	travaux	AOR	SVTP/GC	190 914 560
4		Evaluation de l'environnement des affaires dans le secteur de l'énergie au Sénégal	PI	AMI	AFJC/GEA	21 900 000
5	ONAS/F-CCRP N°039	Acquisition de supports de communication (Flyers, plaquettes, T-shirt, Casquettes)	fournitures	AOO	Saphir Communication	24 598 280
6	AO/04/D ET/ ONAS	Acquisition de véhicules pour les UEP des cinq centres secondaires	fournitures	AOO	Lot1 : Africaine De L'automobile	208 500 000
					Lot2 : MATFORCE	16 250 000
7	F_DRH_034	Acquisition de matériel de sécurité	Fournitures	AOO	Cassis Froid	47 043 145
8	F-DAF-	Acquisition de fournitures de	fournitures	AOO	Librairie	Lot 1 8 072 852

	004	bureau, de consommables informatiques, imprimées			Papeterie Daradji (LPD)	Lot 2	14 698 080
					<i>Eurograph Distribution</i>	Lot 3	2 321 000
9	0576/ON AS/DG	fourniture de matériels électriques pour la réhabilitation des coffres électriques de la STEP de Cambérène	fournitures	Entente Directe	SAHE		66 101 240
10	T0574/13	réhabilitation de travaux de génie civil au niveau de la STEP de Cambérène / Aut. N°001658/MEF/DCMP	fournitures	Entente Directe	BDTP		70 957 765
11	C_DET_008	Audit technique et financier du projet d'assainissement des eaux usées de Kaolack lot1 SE 00069	fournitures	DRP	Cabinet NORD-SUD AUDIT		13 758 800
12	ONAS/D G/CCRP/DRP N°01	Conception et réalisation de films documentaires	PI	DRP	PALLENE NEGOCE MULTI SERVICES		9 832 500
			travaux				<b>11 815 403 891</b>

Soit le tableau ci-dessous qui donne le nombre de marchés par mode de passation :

MODE	NOMBRE	MONTANT	POURCENTAGE
<b>ED</b>	2	137 059 005	<b>1,16%</b>
<b>AOR</b>	3	11 311 370 229	<b>95,73%</b>
<b>AOO</b>	5	343 383 357	<b>2,91%</b>
<b>DRP</b>	2	23 591 300	<b>0,20%</b>
	12	<b>11 815 403 891</b>	<b>100,00%</b>

Représentation graphique des marches de l'échantillon : les marches par AOR concernent des marchés de travaux et constituent plus de 95% du total.



**Tableau de l'échantillon par type**

TYPE	NBRE	MONTANT	POURCENTAGE
travaux	2	10 813 410 229	91,52%
fournitures	7	472 301 162	4,00%
PI	2	31 732 500	0,27%
services	1	497 960 000	4,21%
	12	11 815 403 891	100,00%

### Rappel des seuils de passation des marchés applicables a l'entité auditée

Les seuils applicables à l'ONAS sont ceux qui le sont pour l'Etat, les Collectivités Locales et les Etablissements Publics :

- 25.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

### Marches conclus par AOO

#### Seuils de revue (arrêté 12 785 du 26/12/2012) :

Les seuils d'examen préalable par la Direction centrale des Marchés publics (DCMP) des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation, visés à l'article 140 a) du Code des Marchés publics, sont fixés comme suit :

a) Pour les marchés autres que ceux relatifs à l'entretien courant des routes et ceux passés par les personnes morales visées par les alinéas 1 c, 1 d et 1 e de l'article 2 du Code des Marchés publics :

- Cent cinquante (150) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services y compris les prestations intellectuelles;
- Deux cent cinquante (250) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

b) Pour les marchés relatifs à l'entretien courant de routes:

- Cent vingt cinq (125) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés d'études, de contrôle ou de maîtrise d'œuvre.
- Quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

**Seuils de revue à priori (arrêté 12 782 du 26/12/2012) :**

Les seuils d'examen par la Direction chargée du contrôle des marchés publics des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès-verbaux d'attributions provisoires de marchés établis par les commissions des marchés, visés à l'article 140 b) du Code des Marchés publics sont fixés comme suit :

a) Pour les marchés autres que ceux relatifs à l'entretien courant de routes et ceux passés par les personnes morales visées par les alinéas 2.1 d) et 2.1 e) de l'article 2 du Code des Marchés publics:

- quarante (40) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services y compris les prestations intellectuelles ;
- cent (100) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

b) Pour les marchés relatifs à l'entretien courant de routes :

- cent (100) millions de francs CFA toutes taxes comprises pour les marchés d'études, de contrôle ou de maîtrise d'œuvre.
- trois cent cinquante (350) millions de francs CFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux ;

**Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP :**

❖ *M1 = Marché pour l' « Acquisition de matériel de sécurité »*

*Référence : AOO/ F\_DRH\_034*

*Montant : 47 043 145) F CFA TTC/*

*Titulaire : CASSIS FROID*

Le marché est mentionné dans le PPMN°P\_ONAS\_2013\_7 transmis à la DCMP. Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié dans le journal le SOLEIL du 07/01/2013. L'avis d'AO est publié dans le journal le SOLEIL du 14/05/2013. La date limite de dépôt des offres a été fixée au 17/06/2013 à 10 heures. Cinq offres ont été reçues.

L'ouverture des offres a été s'est déroulé en séance public le 17/06/2013 à 10 heures dans les locaux de l'ONAS. Le contenu des plis a été lu à haute voix. La commission ayant procédé à l'ouverture des offres est celle mise en place par la note de service N°0068 du 31/12/2012. Le PV d'ouverture des offres a été transmis aux soumissionnaires qui ont émargé dans le registre de retrait de PV d'ouverture des plis. Après évaluation, l'offre évaluée la moins disante a été retenue.

Les délais observés entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation est de Trente Six (36) jours. L'attribution provisoire a été publiée dans le journal « LE SOLEIL du 06/08/2013 ». Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO. Les garanties requises sont prises en compte :

- Garantie de soumission,
- Garantie de bonne exécution.

Le marché a été approuvé par l'autorité compétente, le Directeur Général de l'ONAS, le 24/09/2013.

Le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation a été dépassé (47 jours) à cause de la décision N°234/13/ARMP/CDR du 16/08 / 2013 portant suspension de la procédure de passation du marché suite à un recours de l'entreprise SITEM.

Le marché a fait l'objet de notification écrite le 02/10/2013 et enregistré sous le N° F1751/13.

L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication.

Des contrôles et avis de la DCMP ont été notés sur le marché :

- Avis sur rapport d'analyse comparative d'offres et procès-verbal d'attribution provisoire.
- Avis favorable par décision N°234/13/ARMP/CRD du 16/08/2013

Les réceptions ont été effectuées conformément à la réglementation par un PV de réception définitive N°1751/2013 du 23/09/2013 par les membres de la commission.

La situation des paiements afférents au marché est la suivante:

- Chèque CBAO N°9947063 du 06/02/2013 d'un montant de Vingt Quatre Million Soixante Treize Mille Sept Cent Cinquante Sept (24 073 757) FCFA.
- Chèque CBAO N°9947061 du 06/02/2013 d'un montant de Vingt Deux Million Neuf Cent Soixante Huit Mille Deux Cent Vingt huit FCFA.

La procédure de passation a fait l'objet de recours. Après examen le CRD a décidé que le motif de non-conformité de l'offre de CASSIS FROID est mal fondé parce que non étayé par des arguments objectifs. Le CRD a de ce fait ordonné la poursuite de la procédure.

***Recommandation :***

Publier l'avis d'attribution définitive.

❖ ***M2 = Marché « Acquisition de véhicules pour les UEP des cinq centres secondaires »***

***Montant total: 224 750 000 F CFA TTC***  
***Référence : AOO/ AAO/04/DET/ONAS***

<b><i>Lot</i></b>	<b><i>Titulaire :</i></b>	<b><i>Montant: F CFA TTC</i></b>
<b><i>Lot 1:</i></b>	<b><i>l'Africaine de l'Automobile</i></b>	<b><i>208.500.000</i></b>
<b><i>Lot 2 :</i></b>	<b><i>MATFORCE</i></b>	<b><i>16.250.000</i></b>

Le marché est mentionné dans le PPM N°P\_ONAS\_2013\_7 transmis à la DCMP. Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'ONAS dans le journal LE SOLEIL du 07/01/2013. Le dossier d'appel d'offres est conforme et comporte les différentes parties du dossier type. L'AAO a été publié par l'ONAS dans le journal « LE SOLEIL » N°12 840 du 14 mars 2013. La date limite des dépôts : 15 avril 2013 à 10 heures 00 mn, Soit un délai de 32 jours.

L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation. La commission des marchés a procédé à l'ouverture des offres. Le PV d'ouverture des offres a été transmis aux soumissionnaires qui ont émargé sur le registre de présences. L'offre évaluée la moins disante n'a pas été retenue concernant les deux lots. Les raisons qui ont entraîné ce choix sont :

**Lot1 :** sur les 7 offres reçues, Quatre ont été déclarées non conformes sur la garde au sol dont le minimum requis est 225 mm, le type de moteur, lève vitre avant et arrière, le lève vitre électrique, absence de prospectus et la couverture arrière. Sur les trois déclarés conformes, l'Africaine de l'Automobile a été désigné attributaire provisoirement du marché.

**Lot2 :** sur les 4 offres reçues, deux (2) soumissionnaires ont été déclarés non conformes sur le type de moteur, l'habillage des sièges, le lève-vitre électrique et l'absence de prospectus. De ce fait deux (2) ont été déclarés conforme et MATFORCE a proposé l'offre la moins disante.

Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés. Les délais observés entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation sont de 15 jours. L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal LE SOLEIL du 15/05/2013.

Le marché signé en deux (2) lots est conforme au projet contenu dans le DAO. La Garantie de bonne exécution, la garantie requise, a été prise en compte. Le marché a été approuvé par les autorités compétentes :

**Lot1** : approuvé le 21/06/2013 par le Directeur de cabinet pour le Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances chargé du budget et enregistré au niveau du Bureau de Recouvrement Dakar-plateau le 16/07/2013.

**Lot2** : approuvé le 20/06/2013 par le DG de l'ONAS et enregistré au niveau du Bureau de Recouvrement Dakar-Plateau le 10/07/2013.

Le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation n'a pas été respecté. Il a été noté 36 jours pour le lot1 et 35 jours pour le lot2. Le marché a fait l'objet de notification écrite (Lot1 : F0991/13, notifié le 04/07/2013, Lot2 : F0982/13, notifié le 04/07/2013).

*L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication.*

Des contrôles et avis de la DCMP ont été relevés sur ce marché.

- Avis sur DAO N°000926/MEF/DCMP/DCV/59 du 27/02/2013, Avis sur DAO N°001074/MEF/DCMP/DCV/36 du 07/03/2013, Avis sur rapport d'analyse et sur procès verbal d'attribution provisoire N°002405 du 08/05/2013

Les garanties ont été fournies. Les réceptions ont été effectuées conformément à la réglementation par un procès verbal de réception : **Lot 1** : PV N°03/13 du 24/07/2013 signé par le président, le contrôleur de gestion et le coordonnateur ; **Lot 2** : PV N°04/13 du 19/07/2013 signé par le président de la commission, le coordonnateur et par un représentant du service technique.

La situation des paiements afférents au marché est la suivante:

**Lot1** : Chèque N°0116149 du Trésor Public d'un montant de 208 500 000 (Deux Cent Huit Million Cinq Cent Mille) F CFA TTC du 26/08/2013.

**LOT2** : Chèque N°0151111 du Trésor Public d'un montant de 16 250 000 (Seize Million Deux Cent Mille) F CFA TTC du 24/10/2013.

La procédure de passation a fait l'objet de recours. Les recours éventuels adressés à l'ARMP ont-ils été traités dans les délais /Date de la lettre de recours : 21/05/2013/ Date de la décision : 12/06/2013- Soit un délai de Vingt deux (22) jours

L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication.

***Recommandation :***

Publier l'avis d'attribution définitive.

**Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP :**

❖ *M3 = Marché « Acquisition de fournitures de bureau, de consommables informatiques, imprimées ».*

*Montant total : 25 091 932 F CFA TTC*  
*Référence : AOO/ F-DAF-004*

<b>Lot</b>	<b>Titulaire :</b>	<b>Montant (F CFA TTC)</b>
<i>Lot1 :</i>	<i>LPD (Librairie Papeterie DARADJ)</i>	<i>8 072 852</i>
<i>Lot2 :</i>	<i>LPD (Librairie Papeterie DARADJ)</i>	<i>14 698 080</i>
<i>Lot3 :</i>	<i>EUROGRAPH DISTRIBUTION</i>	<i>2 321 000</i>

Le marché est mentionné dans le PPM **N°P\_ONAS\_2013\_7** transmis à la DCMP. Il est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal le SOLEIL du 07/01/2013 N°

La publication de l'avis d'AO a été faite dans le journal « Le Soleil N°12794 du 18 janvier 2013 » en une parution. Les mentions requises par la réglementation sont prises en compte. Le délai de dépôt des offres a été fixé pour le 21/02/2013.

Les plis ont été ouverts le 21/02/2013 à 10 h 30 mn en séance publique dans les locaux de l'ONAS avec la présence des 11 soumissionnaires et les renseignements lus à haute voix. Aucune offre n'est venue en retard. Onze (11) offres ont été reçues et archivées. Le PV d'ouverture des offres ont été transmis aux soumissionnaires qui ont émargé sur la feuille de transmission du 21 février 2013. Après ouverture des plis des compléments de dossier ont été demandés aux soumissionnaires concernés au plus tard le mercredi 27 février 2013 à 17H.

A l'issue de l'évaluation, l'offre évaluée la moins disante a été retenue pour chaque lot.

L'attribution provisoire a été publiée dans « LE SOLEIL du 15/03/2013 ». Le marché a été approuvé par l'autorité compétente à savoir le DG de L'ONAS. Les marchés ont été enregistrés au niveau des services fiscaux.

Les réceptions ont été effectuées conformément à la réglementation et des PV de réception établis: LOT1 : le 15/05/2013, , LOT3 : le 21/05/2013, LOT2 : le 19/09/2013

Le Délai de livraison prévisionnelle est de un (1) mois après notification. La date de notification est le 17/04/2013. Ce qui montre un retard important de livraison sur le lot 2 (105 jours).

La Situation des paiements afférents au marché :

LOT1 : Pièce reçue (Chèque N°9732252 CBAO: 6 841 400 HT)

LOT2 : Pièce reçue (Chèque N°9986709 CBAO: 6 095 200 HT) Solde : 5 957 225 HT



LOT3 : Pièces reçues (Chèque N°9986106 CBAO: 120 000 HT, Chèque N°0026178 CBAO : 1 380 750 HT) ; Solde : 466 199 HT

L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication.

La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours ni de litige.

***Recommandation :***

Veiller à publier l'attribution définitive dans un journal de grande diffusion.

❖ *M4 = Marché « Acquisition de supports de communication (Flyers, plaquettes, T-shirt, Casquettes) »*

*Référence du marché: AOO ONAS/F\_CCRP N°039*

*Titulaire du marché: SAPHIR COMMUNICATION*

*Montant: 24 598 280 F CFA TTC*

Le marché est mentionné dans le PPM N°P\_ONAS\_2013\_7 transmis à la DCMP. Le marché est inscrit dans l'AGMP publié dans le quotidien d'information le SOLEIL du 07 Janvier 2013. L'AAO a été publié dans le SOLEIL du mardi 14 mai 2013 et comporte toutes les mentions requises par la réglementation. La date limite de dépôt des offres a été fixée le 17 Juin 2013 à 11H, Soit 34 jours.

L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation. Le PVO a été signé par tous les membres de la commission. Le registre de retrait de PVO des plis est signé à la même date par les représentants des soumissionnaires présents et archivé avec le PV d'ouverture. Une feuille de présence datée du 27 Juin 2013 pour examen du rapport d'évaluation a été signée par les membres de la commission. Une convocation des membres de la commission des marchés a été adressée le 24 Juin 2013 pour l'examen du rapport d'évaluation le 27 Juin 2013 à 12H.

L'attribution provisoire a fait l'objet d'une publication dans le Soleil du Lundi 08 Juillet 2013. Les mentions de l'Avis Attribution sont conformes. Des courriers téléfax ont été adressés aux candidats non retenus. Le marché signé est conforme aux exigences du DAO.

Le marché a été approuvé par l'autorité compétente, le DG de l'ONAS le 06 Aout 2013 et enregistré le 30/08/2013 au niveau du bureau de recouvrement de Dakar-Plateau.

Le délai entre l'attribution provisoire (08/07/2013) et la soumission à l'approbation (02/08/2013 date de souscription) est de 25 jours. Le délai de 15 jours est largement dépassé.

Le marché a fait l'objet de notification écrite le 26/08/2013 et immatriculé N° F1400/13.

La documentation sur l'attribution définitive n'a pas été fournie.

Les réceptions ont été effectuées conformément à la réglementation. La commission de réception après vérification a signé et déclaré la livraison conforme à la commande.

La situation des paiements afférents au marché est la suivante:

- Chèque N°9946274 CBAO montant : 5 000 000 F CFA du 10/01/2014 (1<sup>er</sup> acompte) et Chèque n°9947060 CBAO montant : 8560 000 f CFA Du 06 février 2014 en paiement de la facture n° OWN/349/2013 du 05 Décembre 2013.
- Chèque n°9986210 CBAO du 17 Février 2013 en paiement de la facture N°OWN/360/2014.

Total des paiements : 16 360 000 F CFA, Soit un reliquat de : 4 486 000 F CFA TTC

La procédure de passation n'a fait l'objet d'aucun recours.

***Recommandation :***

- Publier l'avis d'attribution définitive,
- Respecter le délai d'évaluation.

**Marchés conclus par AOR :**

<b>❖ M5 = Travaux de renforcement et de réhabilitation des ouvrages d'assainissement</b>		
<b>Référence : AOR/ T-DEX-047 ONAS/2012/</b>		
<b>Titulaire</b>	<b>Lot</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
<b>CDE</b>	<b>Lot 1 :</b>	<b>3 694 529 011</b>
<b>BDTP</b>	<b>Lot 2 :</b>	<b>359 111 760</b>
<b>SVTP/GC</b>	<b>Lot 3:</b>	<b>3 297 589 709</b>
<b>SATTAR</b>	<b>Lot 4:</b>	<b>1 033 724 409</b>
<b>SVTP/GC</b>	<b>Lot 5 :</b>	<b>2 237 540 780</b>

Le marché est mentionné dans le PPM P\_ONAS\_2013 transmis à la DCMP. Le marché n'est pas mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité Contractante dans le journal: « LE SOLEIL » du 07 Janvier 2014.

Le Dossier d'Appel d'Offres est conforme et pertinent. Il inclut les informations suivantes : la lettre d'invitation, les Instructions aux Candidats, les données particulières de l'Appel d'Offres, les formulaires de soumission, le bordereau des prix unitaires et cadre de devis, le cahier des

prescriptions techniques, le cahier des clauses administratives générales, le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

La liste restreinte comprend treize entreprises. Les dates de réception des invitations sont le 29 et le 30 novembre 2012, la date limite initiale pour le dépôt des offres est le 13/12/2012. Ce délai a été reporté jusqu'au : 27 décembre 2012, Soit un nouveau délai de 37 et 38 jours

L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation : elle s'est déroulée en séance publique dans les locaux de l'ONAS. Aucune offre n'est arrivée en retard et la lecture des offres s'est faite à haute voix. Les offres des candidats ayant déposé sont archivées. Elles ont été ouvertes le 04/02/2013 à 10 heures en présence des membres de la Commission des Marchés et les représentants des soumissionnaires. Un PV d'ouverture des plis a été établi à cet effet.

Le PV d'ouverture des plis a été transmis aux soumissionnaires au nombre de neuf (09) tous présents. Ils ont tous émargé sur un registre de retrait de PV conçu à cet effet. le marché a été attribué au moins disant à l'exception du lot 2.

Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés. La date d'approbation du rapport d'évaluation est 26/02/2013, soit 22 jours pour l'évaluation des offres. L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal LE SOLEIL du 05/04/2013 en une parution.

Les marchés signés sont conforme au projet contenu dans le DAO. Les marchés ont été approuvés par l'autorité compétente : les **Lot1, Lot 3, Lot 5 ont été** approuvés le 08/05/2013 par le Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances et enregistré au niveau du Centre des Grandes Entreprises le 15/05/2013. Le **Lot4 a été** approuvé le 08/05/ 2013 par le Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances et enregistré au niveau du Centre des Grandes Entreprises le 16/05/2013. Tous les soumissionnaires ont reçu une notification écrite de leur marché.

Des contrôles et avis de la DCMP ont été notés sur le marché:

- Avis N°05250/MEF/DCMP/06 du 26/11/2012 sur dossiers d'appel d'offres restreint
- Avis N°001556/MEF/DCMP/DCV/04 du 29/03/2013 sur rapport d'analyse comparative des offres et sur le PV d'attribution provisoire
- Avis favorable du 25/04/2013

Les garanties requises ont été fournies.

- Garanties de bonne exécution (B.D.T.P ; S.V.T.P (lot3 et lot5))
- Garanties d'avance de démarrage (B.D.T.P ; S.V.T.P (lot3 et lot5))

La situation des paiements afférents à l'AOR est la suivante:

- Sur le lot1, un montant total de 1 291 407 740 FCFA TTC et un de 809 602 183 TTC ont été payés par chèques du Trésor public. Il reste un solde de 686 635 370 FCFA TTC. Une Retenue de garantie de 151 265 856 TTC.
- Sur le lot 2, il a été payé un montant total de 437 878 247 FCFA TTC par cheque du Trésor public dont 96 722 075 FCFA TTC sur l'Avenant N°1 T1387/13. Une Retenues de

Garanties de 17 955 588 FCFA TTC a été prélevée sur les décomptes. Une Garanties de bonne exécution de 5 373 449 FCFA TTC a été fournie par le titulaire.

- Sur le lot 4, un montant de 292 949 531 FCFA TTC a été payé et le solde est de 534 029 996 FCFA TTC. Une Retenue garantie de 19 529 968 FCFA TTC.

***Recommandation :***

Publier les marchés à passer par AO dans l'AGPM, conformément à l'article 6.

<b>❖ M6 = Services de curage des canaux 4et 6 de Dakar et des régions destinés à l'évacuation des eaux pluviales./</b>		
<b>Référence : AOR/ ONAS/DEX/AOR N°49/</b>		
<b><i>Lot</i></b>	<b><i>titulaire</i></b>	<b><i>Montant FCFA TTC</i></b>
<b><i>Lot 1 :</i></b>	<b><i>Delgas Assainissement</i></b>	<b><i>298 540 000</i></b>
<b><i>Lot 2 :</i></b>	<b><i>DELTA sarl</i></b>	<b><i>199 420 000</i></b>

Le marché est indiqué dans le PPM transmis à la DCMP. Le marché est indiqué dans l'avis général de passation de marché publié par l'ONAS.

Le Dossier d'Appel d'Offres est conforme et pertinent. Il inclut les informations suivantes : les Instructions aux Candidats, les données particulières de l'Appel d'Offres, les formulaires de soumission, le cahier des clauses techniques, le cahier des clauses administratives générales, le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les formulaires du Marché. Les critères de qualifications sont neutres et pertinents et ne sont pas orientés pour favoriser un soumissionnaire. Le Dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal ([www.marchespublics.sn](http://www.marchespublics.sn)). Les clauses générales ne sont pas modifiées. Les critères de sélection et d'attribution sont précis et objectifs. La liste restreinte comporte cinq (06) candidats.

La date et l'heure de dépôt des offres ont été fixées au 27/05/2013 à 10H00 mn. Le montant des garanties de soumission est pour le lot1 : 8 400 000 FCFA, pour le lot 2 : 6 000 000 FCFA.

Le délai de dix (10) jours au moins accordé pour le dépôt des offres nationales lors de l'AOR est respecté :

- Date de lancement le : 13/05/2013
- Date limite de dépôt le : 27/05/2013 à 10h 00 mn, soit 13 jours.

L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation (séance publique, lecture des offres à haute voix, etc.).

Les candidats ayant déposé une offre sont au nombre de sept (05) pour les lots 1 et 2. Le PV d'ouverture des offres a été transmis aux soumissionnaires (le registre de retrait de PV d'ouverture des plis).

Le marché a été attribué au moins disant. L'attribution provisoire a fait l'objet de publication. le support de publication est le SUD QUOTIDIEN N°6042 du Mardi 18 Juin 2013.

Tous les soumissionnaires ont été informés de l'attribution provisoire du Marché le 24/06/2013 par lettre. Les marchés signés pour les lots 1 et 2 sont conformes au projet contenu dans le DAO.

Les garanties sont prises en compte: Garantie de bonne exécution N°1675/2013- MLRS/AD du 12/07/2013 de la CBAO fournie par DELTA sarl ; Garantie de bonne exécution N°0203/BAS/ 2013 du 31/07/2013 de la BANQUE ATLANTIQUE fournie par DELGAS.

Pour les lots 1 et 2, les marchés ont été approuvés par l'autorité compétente et notifiés aux attributaires.

La DCMP a effectué les contrôles nécessaires sur ce marché.

- Appel d'offres restreint en procédure d'urgence N°001987/MEF/DCMP/28 du 19 avril 2013.
- Avis sur rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution provisoire N°002914/MEF/DCMP/41 du 14 juin 2013.
- Avis avant approbation d'un projet de marché N°003413 /MEF/DCMP/41 du 28 juin 2013.
- Avis sur rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution provisoire N°003160/MEF/DCMP/41 du 14 juin 2013.
- Avis avant approbation d'un projet de marché N°003583/MEF/DCMP/39 du 05 juillet 2013

La situation des paiements afférents à l'AOR est la suivante :

Pour le lot 1 : DELGAS ASSAINISSEMENT, le DECOMPTE N°2 : Montant : 37 600 000 FCFA HT payé par chèque du Trésor N°0151163 du 07/01/2014.

Pour le lot 2 : DELTA SARL, le DECOMPTE N°10 Montant : 17 400 000 FCFA HT

La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours ni de litiges.

*Aucune anomalie n'a été notée sur ce marché.*

❖ *M7 = Travaux de réhabilitation des équipements du digesteur de la STEP de Cambérène/*

*Référence : AOR/ T-DE\_042/ONAS/2013*

*Montant : 190 914 560 FCFA TTC/*

*titulaire : SVTP/GC*

Le marché est indiqué dans le PPM transmis à la DCMP. Le marché n'est pas indiqué dans l'avis général de passation de marché publié par l'ONAS.

Le Dossier d'Appel d'Offres est conforme et pertinent.

Le Dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal ([www.marchespublics.sn](http://www.marchespublics.sn)).

La liste restreinte comporte cinq (05) candidats. Ce sont :

Les lettres d'invitation ont été transmises aux soumissionnaires.

- la date et l'heure de dépôt des offres (10/06/ 2013 à 10H00 mn Reporté au 26/06/2013 à 10 h 00mn); le montant des garanties de soumission (7 000 000 FCFA) et la durée de validité de l'offre (90 jours).

Délai accordé pour le dépôt des offres : Le délai de dix (10) jours au moins accordé pour le dépôt des offres nationales dans un AOR est respecté.

Une offre a été déposée à l'ONAS le 10/06/2013 avant 10 h00 mn (à 9 h 45). Cependant, le même jour (10/06/2013) l'autorité contractante a fixé un nouveau délai par les lettres N°00979, 00980, 00981, 00982, 00983 du 10/06/2013. L'ouverture des offres a été fixée à la date du 26/06/2013 à 10 h00 mn au niveau de la salle de conférence du siège de l'ONAS.

Aucune offre n'est parvenue après l'heure limite. Au total une (01) offre a été déposée et soumise à la commission des marchés. L'offre reçue est celle de l'entreprise SVTP/GC.

L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation (séance publique, lecture des offres à haute voix, etc.). Le PV d'ouverture des offres a été transmis aux soumissionnaires (le registre de retrait de PV d'ouverture des plis).

Les offres ont été évaluées sur la base des critères objectifs de qualifications et des critères techniques prévus dans le DAO. Les offres ont été évaluées par les agents habilités à le faire : le Chef de service Approvisionnement, un agent de la DEX de l'ONAS.

L'attribution provisoire a fait l'objet de notification le 22/07/2013. Le seul soumissionnaire a été informé de l'attribution provisoire du Marché le 22/07/2013 par la lettre N° 0000105.

Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO. Les garanties sont prises en compte. Ce sont :

Garantie de bonne exécution

- Caution de bonne exécution N°1102210A002851 du 08/11/2013 d'ASKIA Assurances en couverture de SVTP/GC

Garantie de remboursement d'avance

- Caution de remboursement d'avance N°1102210A002853 du 08/11/2013 de ASKIA Assurances en couverture de SVTP/GC.

Le marché a été approuvé par l'autorité compétente. Le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation a été respecté. Le marché a fait l'objet de notification écrite à l'attributaire par l'Ordre de Service N°03109 du 27/12/2013.

Des contrôles et avis de la DCMP ont été notés sur le marché.

- Avis sur demande d'entente directe et appel d'offres restreint N°001658/MEF/DCMP/41 du 05/04/2013
- Demande d'avis sur dossier d'appel d'offres restreint N°002643/MEF/DCMP/39 du 21/05/2013
- Avis sur rapport d'analyse comparative des offres et procès-verbal d'attribution provisoire N°003870/MEF/DCMP/42 du 17/07/2013
- Approbation d'un projet de marché N°005059/MEF/DCMP/33 du 12/09/2013

La situation des paiements afférents à l'AOR est la suivante :

- Décompte N°1 : Avance de démarrage de 38 182 912 FCFA payé par le trésor par chèque N°0151179 le 24/01/2014.

La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours.

### ***Recommandation :***

Publier les marchés à passer par AO dans l'AGPM, conformément à l'article 6.

### **Marchés de prestations intellectuelles :**

❖ *M8 = DP/PI : Evaluation de l'environnement des affaires dans le secteur de l'énergie au Sénégal/*

*21 900 000 F CFA TTC/  
titulaire : AFJC/GEA*

Le marché est indiqué dans le PPM N°P\_ONAS\_2013\_7 transmis à la DCMP. Le marché est inscrit dans l'AGPM, publié par l'Autorité contractante dans le journal le SOLEIL du 07/01/2013.

Les lettres d'invitation sont datées du 30 Mai 2013 et sont adressées à 5 candidats qui ont accusé de réception. La date limite de dépôt des offres a été fixée au Jeudi 25 Juillet 2013 à 10H à la salle de conférence de l'ONAS, soit 57 jours.

Le rapport d'évaluation finale du 09 Juillet 2013 fait état d'une DP adressée aux 05 soumissionnaires short listés et que seuls 02 ont proposé leurs offres.

Une lettre de convocation non datée et adressée aux membres de la commission indique une réunion prévue pour le Jeudi 25 Juillet 2013 à 10H à la salle de conférence de l'ONAS pour une ouverture des plis. Le PV d'ouverture précise que la commission s'est retrouvée à huis clos et a mis sur place une commission technique chargée de vérifier, d'analyser et de comparer des offres.

Une feuille de présence datée du 25 juillet 2013 est signée par tous les membres de la commission. Le registre de retrait des PV d'ouverture n'a pas été émargé. L'ouverture s'est effectivement faite en 02 étapes :

- PV d'ouverture des offres techniques : 25 Juillet 2013 à 10H salle conférence. PV de validation des résultats de l'évaluation des offres techniques : 07 Août 2013 à 10H salle conférence
- PV d'ouverture des offres financières : 12 aout à 11H salle conférence.

La note technique minimale pour pouvoir agréer l'offre financière est de 80 points. Donc seul le candidat AFJC-GEA est déclaré qualifié pour l'ouverture des offres financières.

Le PV stipule que la commission s'est réunie le Vendredi 16 Août 2013 à 10H dans les locaux de l'ONAS pour procéder à l'attribution provisoire du marché au soumissionnaire AFJC-GEA pour un montant de 21 900 000 FCFA. Le PV a été approuvé par le DG de l'ONAS.

La situation des paiements montre qu'un règlement a été Pièce reçues (Chèque N°1343042 BSIC : 15 330 000 TTC/70% du marché) SOLDE : 6 570 000 TTC/30% du marché.

*Aucune anomalie n'a été relevée sur ce marché.*

### Marchés conclus par DRP :

❖ *M9 = Marché Conception et réalisation de films documentaires*

*Référence : ONAS/DG/CCRP/DRP N°01/*

*Titulaire : PALLENE NEGOCE MULTI SERVICES/*

*Montant : 9 832 500 FCFA TTC/*

Le marché est mentionné dans le PPM N°P\_ONAS\_2013\_7 transmis à la DCMP. L'examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement. La DRP a fait l'objet de lettre d'invitation N°02130 du 17/07/2013. La date limite de dépôt des offres a été fixée au 22/07/2013 à 16H 00mn. La lettre d'invitation a été réceptionnée par les destinataires présélectionnés qui ont déchargé sur les copies pour accuser réception.

Les 5 offres reçues ont été archivées.

Les offres ont été ouvertes le 25/07/2013 à 10h en séance publique dans les locaux de l'ONAS. Après évaluation, le marché a été attribué au candidat qui a présenté l'offre conforme la moins disante.



La DRP a fait l'objet de contrat signé le 03/09/2013 par le titulaire du marché (PNM) et le Directeur Général de L'ONAS. Il a été enregistré au niveau au bureau de Recouvrement, Enregistrement à la date du : 05/09/2013.

La situation des paiements afférents à la DRP est la suivante :

- 50% du marché à la signature du contrat payés par chèque N°9732423 CBAO du 27/09/2013, soit un montant de 4 162 500 F CFA HT.
- 25% après dépôt du produit fini payés par chèque N°9986115 CBOA du 06/07/2013, soit un montant : 2 081 250 F CFA HT.
- 25% après diffusion du film, le paiement de ce montant n'est pas encore effectué.

Une notification de précompte de TVA a été fournie, mentionnant : « conformément aux dispositions de l'article 308 du code général des impôts modifié par la loi n°2004-12 du 06/02/2004 ».

La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours ni de litiges.

Non publication des résultats de la DRP.

### ***Recommandation :***

Publier les résultats de la DRP

❖ *M10 = Audit technique et financier du projet d'assainissement des eaux usées de Kaolack*

*DRP/ C\_DET\_008/  
lot1 SE 00069/ 13 758 800 FCFA/  
titulaire : Cabinet NORD-SUD AUDIT*

La DRP est indiquée dans le PPM N°P\_ONAS\_2013\_7 transmis à la DCMP. Son examen ne révèle pas des pratiques de fractionnement.

Une lettre d'invitation 08/02/2013 a été adressée aux candidats présélectionnés. La date limite de dépôt des offres : 18/02/2013 à 10 heures.

La réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés est confirmée par accusés de réception sur lesquelles ont émargées les cabinets invités.

Nombre d'offres reçues : un (1) candidat a déposé une offre : NORD-SUD AUDIT pour un montant : 13 758 800 F CFA TTC. L'offre a été archivée.

L'offre a été ouverte dans les locaux de L'ONAS en séance publique. Le marché a été attribué à NORD-SUD AUDIT, seul soumissionnaire. Une lettre de notification de l'attribution lui a été envoyée. La DRP a fait l'objet de contrat signé le 15/04/2013 par les deux parties (DG ONAS et le cabinet NORD-SUD AUDIT). Le délai d'exécution ou de livraison a été arrêté pour le mois de Juin 2013.

Non publication des résultats de la DRP.

Les prestations ont fait l'objet de paiements par Chèque N°994618 CBAO: 8 162 000 HT soit 70% du marché. Il reste un solde de 3 498 000 HT.

La procédure de passation a fait l'objet de recours.

### ***Recommandation :***

Publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics.

### **Marchés passés par ententes directes :**

❖ *M11 = ED/ N° T0574/13/ réhabilitation de travaux de génie civil au niveau de la STEP de Cambérène /*

*Aut. N°001658/MEF/DCMP/  
70 957 765 F CFA TTC/  
BDTP*

Le marché a été soumis à la DCMP qui a donné son ANO pour autoriser la passation de ce marché par Entente Directe, en application des dispositions de l'article 76.2 b) du décret 2011-1048 du 27-06-2011 portant CMP.

Les Indications contenues dans le marché sont pertinentes et prennent en compte les différents droits et obligations afférents aux parties.

Le contrat a pris en compte dans ses articles : Art 12 : l'Avance de Démarrage, Art 16 : la garantie de bonne exécution et la retenue de garantie (5% du montant du Marché). Une caution de remboursement d'avance et à l'article 31 la Garantie des travaux.

Le marché a été approuvé par l'autorité compétente à savoir le président du CA le 30/04/2013 et enregistré au niveau du bureau de recouvrement de Dakar-plateau le 10/05/2013.

Le marché a fait l'objet de notification écrite N°T0574/13 notifié le 10/05/2013

*Aucune anomalie n'a été relevée sur ce marché*

❖ *M12 = fourniture de matériels électriques pour la réhabilitation des coffres électriques de la STEP de Cambérène/*

*référence : ED/ 0576/ONAS/DG*

*Montant : 66 101 240 FCFA TTC*

*titulaire : SAHE (Société Africaine d'Hydraulique Et d'Electricité)*

Le motif d'urgence a été invoqué dans cette procédure. L'ONAS a eu à souligner l'état de fonctionnement critique de la station de Cambérène résultant de l'arrêt des travaux de réhabilitation par la suite de l'opposition d'une frange de la population dudit village. Elle signale également les conséquences que pourrait engendrer la non prise en charge, en urgence, de cette situation, à savoir le débordement des eaux usées dans les quartiers environnants et sur la route nationale N°1, notamment. L'ONAS évoque aussi l'effet négatif de l'hivernage sur le réseau d'assainissement.

Le marché a été soumis à la DCMP qui a donné son avis favorable dans sa lettre N°001658 du 05/04/2013 la DCPM après avoir tenu compte des circonstances exceptionnelles invoquées et des menaces sur la santé et la sécurité publique qui caractérisent la situation décrite ci-dessus.

Le marché est bien constitué et comporte toutes les clauses essentielles (renseignement relatives au marché et au titulaires, la partie financière, l'exécution, etc.).

Le marché a été approuvé par l'autorité compétente à savoir le président du conseil d'administration le 30/04/2013 et enregistré au niveau du bureau de recouvrement de Pikine-Guédiawaye le 15/05/2013. Les Garanties requises ont été fournies. Le marché a fait l'objet de notification écrite à la date du 10/05/2013 et immatriculé sous le N°F0573/13.

Les réceptions ont été effectuées conformément à la réglementation. un PV de réception du 17/09/2013 a été établi à cet effet. Elle a été effectuée avec la présence du président, du coordonnateur, un représentant du service technique et le contrôleur de gestion.

Les paiements afférents au marché ont été fait par Chèque N°151133 du 15/11/2013 d'un montant de Cinquante Six Million Dix huit Mille (56 018 000) franc CFA HT.

Le marché n'a pas fait l'objet de recours ou de litige.

***Aucune anomalie n'a été constatée sur ce marché.***

**Avenants :**

Des avenants n'ont pas été notées sur l'échantillon de la revue, ni sur la liste des marchés de 2013.

**Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) :**

Aucun fractionnement n'a été noté sur les marchés ni sur les demandes de cotation.

**Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :**

En 2013, six recours ont été enregistrés par l'ONAS. Ils ont fait l'objet de traitement par le CRD/ARMP qui a pris des décisions figurant dans le tableau ci-dessous.

Date	Objet	Auteur du recours	Décision
09/10/2013	Contestation de l'attribution provisoire du marché relatif à la réalisation d'une station « clé en main » d'épuration des eaux usées dans la Zone économique intégrée spéciale de Dakar (DISEZ)	Groupeement d'entreprises STEREAU/GE	<a href="#">316/13/ARMP/CRD</a>
04/09/2013	Contestation de l'attribution provisoire du marché lancé l'ONAS pour l'acquisition de matériel de sécurité	SITEM	<a href="#">263/13/ARMP/CRD</a>
24/07/2013	Contestation de l'attribution provisoire des quatre lots du marché relatif aux travaux d'entretien et d'exploitation des ouvrages d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales	Entreprise CCS	<a href="#">204/13/ARMP/CRD</a>
24/07/2013	Contestation de l'attribution provisoire du lot n° 4 du marché relatif aux travaux d'entretien de réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales	Entreprise DELTA	<a href="#">200/13/ARMP/CRD</a>
24/07/2013	Contestation de l'attribution provisoire du lot n° 3 du marché relatif aux travaux d'entretien de réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales	VICAS-DELTA	<a href="#">199/13/ARMP/CRD</a>
12/06/2013	la décision d'attribution provisoire du lot 1 de l'appel d'offres lancé par l'ONAS pour l'acquisition de véhicules destinés aux Unités de Gestion des Projets (UGP) des cinq centres secondaires	CCBM INDUSTRIES	<a href="#">145/13/ARMP/CRD</a>

Ceux traités par le CRD dans l'échantillon se présentent comme suit :

**1) Marché « Acquisition de véhicules pour les UEP des cinq centres secondaires »**

La procédure de passation a fait l'objet de recours.

- Notification N°001153/ARMP/DG/DRAJ du 20/06/2013/ recours de la CCBM
- Avis favorable (par décision n°145/13/ARMP/CRD du 12/06/2013 suite au recours d'un soumissionnaire)

Dans sa lettre N°00735 du 17 mai 2013 l'ONAS une réponse négative à la CCBM (lettre MS/OG/ms-n°119) pour recours gracieux contestant le rejet de son offre pour le lot1 relatif à l'acquisition de 12 véhicules pick-up double cabines portant sur :

- L'absence de prospectus
- Et sur la non-conformité par rapport à la garde au sol

Les recours ont été traités conformément à la réglementation par l'autorité contractante. Les requérants connaissent les règles prévues en matière de procédure de recours. L'exécution n'a pas fait l'objet de litiges

Dans sa lettre n°228 du 21/05/2013 la CCBM a saisi le CRD pour contester la décision de l'ONAS. Le CRD statuant en commission a rejeté la demande de la CCBM et ordonne la continuation de la procédure par la décision N°145/13/ARMP/CRD du 12/06/2013 :

- L'absence de prospectus : non fondé
- Et sur la non-conformité par rapport à la garde au sol

Considérant que les spécifications techniques du lot1 ont été précises fixant la garde au sol à 225 mm et que les trois ayant proposés des gardes au sol supérieur ont été déclaré conformes et les quatre autres déclarés non conformes pour avoir proposé des gardes au sol inférieur au minimum requis.

**2) La procédure de passation du marché « Acquisition de matériel de sécurité » a fait l'objet de recours :**

Le requérants à savoir La SITEM a contesté la décision d'attribution du marché et a fait un recours gracieux auprès de l'autorité contractante qui l'a jugé non fondé. Le recours a ensuite été porté par le requérant auprès du CRD qui après analyse a tiré les conclusions suivantes :

1. l'entreprise SITEM a pris connaissance du DAO le 16/5/2013 et a pu disposer d'un délai de 30 jours pour préparer sa soumission tout en ayant la possibilité d'introduire un recours ;
  2. la date d'ouverture des plis mentionnée dans l'AAO publié dans LE SOLEIL du 14/05/2013 est différente de celle fixée pour la remise des offres mais, que l'ONAS a fait publier un avis rectificatif pour corriger cette divergence ;
  3. le grief relatif à la limitation des délais de préparation des offres et de recours est mal fondé ;
  4. l'ONAS n'a pas respecté le délai réglementaire de 15 jours à partir de la séance d'ouverture des plis, imparti à la commission des marchés pour prononcer l'attribution. Ce manquement, ne peut avoir un impact négatif sur l'attribution du marché à CASSIS FROID ;
  5. Dit que le motif de non-conformité de l'offre de CASSIS FROID est mal fondé parce que non étayé par des arguments objectifs ;
- Le CRD a Ordonné la poursuite de la procédure.

**Constats relatifs à l'exécution financière :**

Les marchés ont été payés conformément aux clauses contractuelles. Les garanties requises d'avance de démarrage et de bonne exécution ont été produites pour les marchés concernés en 2013, conformément aux articles 113 et 114 du CMP.

**Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique) :**

La vérification physique des travaux sera effectuée après validation par l'ARMP et devra porter sur les marchés suivants :

Réf du marché	Objet du marché	Type	Mode	Titulaire	Montant F CFA TTC
<b>T0574/13</b>	réhabilitation de travaux de génie civil au niveau de la STEP de Cambérène	travaux	ED	<b>BDTP</b>	70 957 765
T-DE_042/ONAS/2013	réhabilitation des équipements du digesteur de la step de Cambérène	travaux	AOR	<b>SVTP/GC</b>	190 914 560
	curage des canaux 4et 6 de Dakar et des régions destinés à l'évacuation des eaux pluviales.	service	AOR	<b>Lot 1 : Delgas Assainissement Lot 2 : DELTA sarl</b>	Lot 1 : 298 540 000
					Lot 2 : 199 420 000

Les travaux se feront sur le terrain et vont porter sur la réalisation effective des prestations, sur le déroulement des chantiers, la tenue des PV des réunions, la détection des cas manifestes et significatifs de malfaçons, de livraisons fictives ou non conformes.

# **8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

**8. Synthèse des non conformités et recommandations :**

Marchés	Violations	Articles du CMP	Recommandations
M5, M7	Non publication de marchés passés par AO dans l'AGPM	<i><b>l'article 6.</b></i>	Publier les marchés à passer par AO dans l'AGPM,
CPM	non élaboration des rapports trimestriels de la CPM	Arrêté 12.783 du 26/12/2012 remplacé aujourd'hui par l'arrêté n 00865 du 22/01/2015	Elaborer les rapports trimestriels de la CPM
M4	Non respect du délai d'évaluation	- Article 70	Respecter le délai d'évaluation fixé dans le CMP qui est de 15 jours, et au besoin d'une prorogation du délai faire une demande à la DCMP conformément à l'article 70
M1, M2, M3, M4	Non publication de l'avis d'attribution définitive	- Article 85	Publier l'avis d'attribution définitive
M9, M10	Non publication des résultats de la DRP sur le site des marches	- Article 78 (décret 2011-1048) - Article 78 (décret 1212-2014) et arrêté n° 107 du 07/01/15	publier les résultats de la DRP sur le site des marches publics



## 9. Suivi des recommandations antérieures

## 9. Suivi des recommandations antérieures :

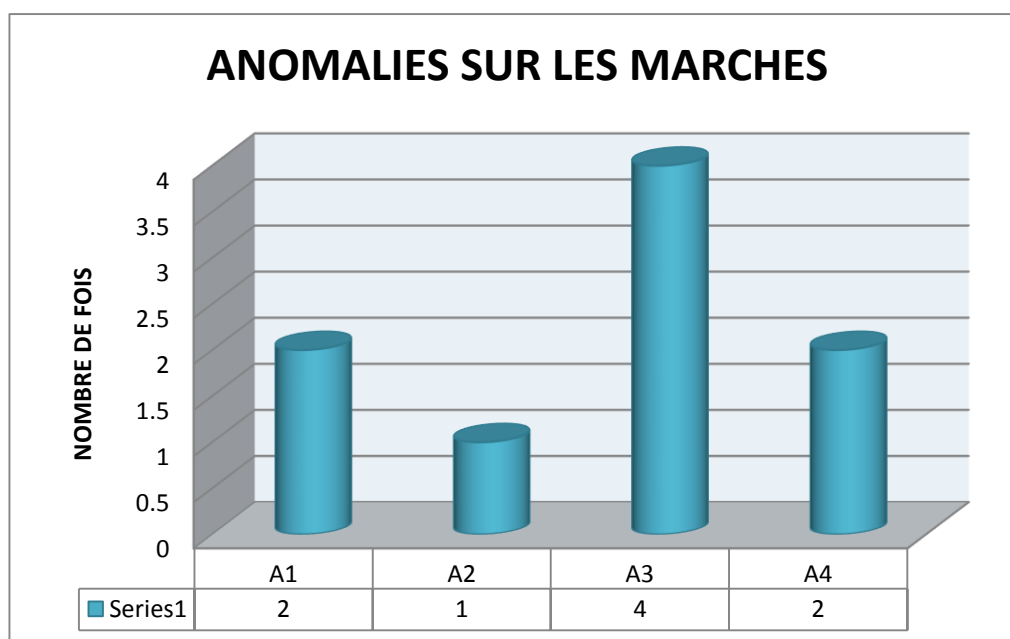
Recommandations	Commentaires de l'ONAS	Observations de l'auditeurs
Nous recommandons à l'ONAS d'effectuer les publications définitives des marchés passés conformément à l'article 85 du CMP qui stipule que « dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive ».	L'ONAS prend acte	Recommandation reconduite pour 2013
Nous recommandons à l'ONAS d'effectuer les publications provisoires des marchés passés conformément à l'article 83 alinéa 3 du CMP qui stipule que « dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue les garanties de soumission et publie un avis d'attribution provisoire ».	<i>L'ONAS publie de manière systématique les avis d'attribution provisoire.</i> <b>Avis du cabinet :</b> Nous considérons vos commentaires toutefois nous n'avons pas obtenu la publication d'attribution provisoire pour ce marché.	<i>appliquée</i>
Nous recommandons à l'ONAS de faire respecter les conditions de livraison des marchés passés à défaut d'appliquer les pénalités de retard conformément au contrat.	Commentaires non	appliquée
Un retard considérable a été noté dans la passation et l'exécution des marchés. En effet, les marchés ci-dessous lancés en 2011 ne sont toujours pas attribués: <input type="checkbox"/> <b>Adduction zone des Niayes et patte d'oie eaux épurées.</b> <input type="checkbox"/> <b>Mise en place d'un groupe électrogène alimenté au gaz méthane.</b>	<i>Partiellement appliquée</i>	<i>Non rencontrée</i>
Nous n'avons pas obtenu la publication de l'AMI du marché « <b>Mise en place d'un groupe électrogène alimenté au gaz méthane</b> » suite au premier lancement du marché déclaré infructueux. L'Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) du premier lancement a été publié dans le journal "Le Soleil" en date du 05/07/2011.	<i>Partiellement appliquée</i>	<i>levée</i>

Contrairement à la circulaire de mise en œuvre des DRP N° 0004/PM/CAB/CP, les lettres d'invitation ont été adressées à seulement 04 candidats (La Sénégalaise de savonnerie; La savonnerie africaine; ALMINKO SA; SISA) au lieu de 05.	<i>Appliquée</i>	
Les lettres d'invitation mises à notre disposition ne sont accompagnées ni de formulaire de soumission ni de projet de contrat.	<i>Partiellement appliquée</i>	
L'offre du candidat SAF n'a pas été soumise sous forme de facture pro forma comme le stipule la circulaire de mise en œuvre des DRP.	<i>Appliquée</i>	
La mise en place de la Commission des Marchés a accusé un retard. Alors que les copies des actes de nomination des membres de la Commission des Marchés Publics et de leurs suppléants doivent être communiquées à l'ARMP et la DCMP au plus tard le 05 janvier 2011, la commission des marchés a été mise en place par note de service N° 00012, le 31/01/2011.	<i>Appliquée</i>	
La Cellule de Passation des Marché de l'ONAS n'a pas produit les rapports trimestriels	<i>Non</i>	

## 10. Statistiques des anomalies

## 10. Statistiques des anomalies :

ANOMALIES		AOO				AOR			PI	DRP		ED		Total
		M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	
Non publication de marchés passés par AO dans l'AGPM	A1					1		1						2
Non respect du délai d'évaluation	A3				1									1
Non publication de l'avis d'attribution définitive	A4	1	1	1	1									4
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	A5									1	1			2
<b>TOTAL</b>														



# ANNEXES

**ANNEXES :****1. Réponses de l'autorité Contractante :**

**Nous n'avons pas reçu de réponses de l'Autorité Contractante à notre rapport provisoire.**

<b>Marchés</b>	<b>Violations</b>	<b>Recommandations</b>	<b>Réponses de l'autorité Contractante</b>
M5, M7	Non publication de marchés passés par AO dans l'AGPM	Publier les marchés à passer par AO dans l'AGPM,	
CPM	non élaboration des rapports trimestriels de la CPM	Elaborer les rapports trimestriels de la CPM	
M4	Non respect du délai d'évaluation	Respecter le délai d'évaluation fixé dans le CMP qui est de 15 jours, et au besoin d'une prorogation du délai faire une demande à la DCMP conformément à l'article 70	
M1, M2, M3, M4	Non publication de l'avis d'attribution définitive	Publier l'avis d'attribution définitive	
M9, M10	Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	publier les résultats de la DRP sur le site des marches publics	

**2. Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante**

<b>Violations</b>	<b>Recommandations</b>	<b>Réponses de l'autorité Contractante</b>	<b>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</b>
Non publication de marchés passés par AO dans l'AGPM	Publier les marchés à passer par AO dans l'AGPM,		
non élaboration des rapports trimestriels de la CPM	Elaborer les rapports trimestriels de la CPM		
Non respect du délai d'évaluation	Respecter le délai d'évaluation fixé dans le CMP qui est de 15 jours, et au besoin d'une prorogation du délai faire une demande à la DCMP conformément à l'article 70		
Non publication de l'avis d'attribution définitive	Publier l'avis d'attribution définitive		
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marches	publier les résultats de la DRP sur le site des marches publics		